

La privatisation des retraites et le relèvement de l'âge de la retraite sont une politique européenne



Le secrétaire général des retraités de la Fédération syndicale mondiale, Kim Boix, explique à « [Haravgi](#) » que l'attaque contre les travailleurs et les retraités en France fait partie des politiques de l'UE. Il documente également la situation en Espagne et l'attaque contre le système de retraite et le système de santé publique. Comme il le note, il s'agit de politiques mises en œuvre aux dépens des couches ouvrières et populaires afin de surmonter la crise systémique et structurelle du capitalisme.

Entretien avec Yiannis Kakaris

Nous assistons actuellement aux grandes grèves et mobilisations qui ont lieu en France pour le système de retraite. S'agit-il d'une politique européenne? Comment le reste de l'Europe est-il affecté?

La lutte de la classe ouvrière (et en tant que partie intégrante de celle-ci des retraités) en France n'est pas seulement européenne, elle est mondiale. Le capitalisme, pour avoir de l'argent et surmonter ses crises systémiques et structurelles, impose (par l'intermédiaire du Fonds monétaire international) la privatisation des retraites.

Aujourd'hui, il y a plus d'argent dans les retraites publiques dans le monde que dans les banques privées, et les dirigeants du capitalisme veulent s'emparer de cet argent. Un pas important dans cette direction est la dégradation du système public de retraite en relevant l'âge de la retraite et en réduisant l'argent versé aux retraités chaque mois.

L'Union européenne a adopté, à cette fin, le 22-3-2022, un règlement contraignant : le « Régime européen de retraite individuelle », qui donne aux grandes banques privées le droit exclusif de gérer les futures retraites.

Mais en réalité, près de 90% des fonds de pension privés font faillite, à commencer par ceux créés par Pinochet au Chili avec l'aide des syndicats jaunes (ils l'ont soutenu, et continuent de le soutenir, pour obtenir de l'argent pour leurs dirigeants).

Quelle est la qualité de vie des retraités en Espagne compte tenu des politiques imposées en termes de privatisation de la sécurité sociale et des retraites?

Aujourd'hui, il y a environ 10 millions de retraités en Espagne. La plupart d'entre eux perçoivent une pension inférieure au salaire minimum (actuellement 1 080 euros). Les médicaments ne sont pas gratuits à 100% et parfois les retraités (comme aux États-Unis) doivent décider de manger ou non, en fonction du paiement des médicaments.

Pour lutter contre cette réalité, il existe un grand mouvement unitaire (qui a amené des dizaines de milliers de manifestants à Madrid à plusieurs reprises) qui manifeste chaque semaine devant les sièges des administrations publiques dans plus de 300 villes.

Grâce à cette lutte, les retraités espagnols ont reçu une augmentation de 8,5% de nos pensions au début de 2023, tandis que dans la négociation

collective, les syndicats jaunes, ceux qui obéissent aux patrons, n'ont accepté des augmentations que de 3% en moyenne.

L'Union européenne a exigé la privatisation des retraites afin de verser à l'État espagnol sa juste part des fonds collectés en réponse à la pandémie de [COVID-19](#).

Quels sont les problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les classes populaires en Espagne ?

Le principal problème est, comme dans l'ensemble du monde capitaliste, que les salaires sont bien inférieurs à la richesse produite par les salariés et ne leur permettent donc pas de vivre décemment (alors que les grands capitalistes, avec les gains en capital qu'ils volent, accumulent la majeure partie de la richesse de la planète).

Alors que les entreprises doublent leurs bénéfices, les salaires perdent du pouvoir d'achat chaque année parce qu'ils augmentent moins que l'augmentation du coût de la vie causée par l'inflation.

Un problème complémentaire est l'obéissance (afin de continuer à recevoir des millions de subventions financières) de la Confédération des syndicats « CCOO » et de l'Union générale des travailleurs « UGT » aux ordres des gouvernements et des employeurs, trahissant les travailleurs qu'ils prétendent défendre. En mai de cette année, ces syndicats ont signé un pacte social d'État avec des augmentations salariales de seulement 4%, alors que l'inflation est déjà supérieure à 10%, C'est-à-dire qu'ils acceptent une autre perte de plus de 6% du revenu réel des salariés.

Au cours de la dernière décennie, un effort majeur a été fait pour privatiser la santé publique, en particulier à Madrid. En dehors de Madrid, y a-t-il quelque chose de similaire dans d'autres parties de l'Espagne? Quelle est la situation du système de santé publique espagnol ?

La lutte pour la défense de la santé publique est désormais une réalité dans tous les coins de l'Espagne. Dans presque toutes les villes, des plateformes

unificatrices ont été créées pour défendre la santé publique gratuite et de qualité. Ces plateformes sont coordonnées pour stopper le processus de privatisation imposé par l'Union européenne et encourager les professionnels de santé à participer à la lutte populaire. Ainsi, il y a eu des actions de professionnels non seulement à Madrid, mais aussi dans la plupart des grandes villes.

Actuellement, exacerbé par les décisions prises pendant la pandémie de [COVID-19](#), le système de santé publique fournit de plus en plus de soins aux patients, souvent par téléphone au lieu de visites en personne, a augmenté les listes d'attente déjà longues pour les chirurgies et renvoie une proportion croissante des soins médicaux à des soins de santé privés.

Comment évaluez-vous l'action des retraités de la FSM ?

La Fédération syndicale mondiale a créé le TUI sectoriel (Union syndicale internationale) des retraités lors de son 16e congrès (Athènes, avril 2011). Les conférences de TUI ont fait grandir cette partie de la FSM : la première a eu lieu à Barcelone (Espagne) en 2014 et la seconde à Bogotá (Colombie) en 2019. Aujourd'hui, nous avons déjà organisé environ 80 syndicats de plus de 60 pays à TUI.

En signe de notre force et de notre organisation progressives, nous organiserons la 8ème Journée mondiale de lutte des retraités le 1er octobre, avec des activités sur les 5 continents. Des résumés de nos activités sont disponibles à l'adresse suivante : [Nouvelles | Pensionistas. info](#)

Il contient des vidéos, des photos et des documents en 13 langues, dont le grec, qui résument notre activité au cours de nos 9 années d'existence.

De plus, nous sommes la seule organisation mondiale de retraités. Il n'y en a pas d'autre sur la planète, parce que les syndicats jaunes, ceux qui nient l'existence de la lutte des classes, n'ont pas réussi (pour le moment) à créer une structure globale d'organisations de retraités.

En tant que branche de la FSM, nous sommes reconnus par l'OIT (Organisation Internationale du Travail), qui nous invite à ses Congrès Mondiaux. Sur le site web du CIO, vous pouvez voir et lire les discours que

nous prononçons chaque année devant les gouvernements et les organisations d'employeurs du monde entier.

Notre lutte s'améliore et se coordonne de mieux en mieux chaque année, et notre ennemi de classe est de plus en plus préoccupé par notre capacité de combat.

Tout ce qu'il faut, c'est amener tous les syndicats de classe à organiser les retraités et à les coordonner avec notre travail mondial.

Si cela devient une réalité, nous aurons le potentiel d'influencer 20% de la population mondiale et 30% des personnes ayant le droit de vote.

Les retraités peuvent être d'une grande aide dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme au niveau mondial, qui sont les principaux objectifs de la FSM.

*Traduction : Gabriela David